

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 14 NOVEMBRE 2018**

JP/VA

**OBJET : II.2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – RECOURS À PERSONNEL INTÉRIMAIRE**

L'an deux mille dix-huit, le quatorze du mois de novembre à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

Était absent :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : II.2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES  
PERSONNEL INTÉRIMAIRE**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Pour diverses raisons, les effectifs des régies d'exploitation peuvent ne pas être au complet, ce qui nuit à l'efficacité des services. Il peut s'agir d'agents se trouvant en congés maladies pour des durées potentiellement courtes ou encore de surcroît temporaire d'activité ne justifiant pas d'une embauche sous contrat.

En conséquence, le président demande l'accord du bureau pour procéder à des embauches temporaires sous la forme intérimaire, dans les conditions décrites à l'article 21 de la loi n°2009-972 et de sa transcription dans le code du travail (article L.1251-60), cette autorisation pouvant être valable jusqu'au 30 juin 2020.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL